



HAL
open science

Les échelles spatio-temporelles des pratiques de la frontière. Mobilités, mémoires et développement urbain dans le Banat roumain (Jimbolia)

Bianca Botea

► **To cite this version:**

Bianca Botea. Les échelles spatio-temporelles des pratiques de la frontière. Mobilités, mémoires et développement urbain dans le Banat roumain (Jimbolia). *Etudes balkaniques*, 2023, 2, pp.181-209. hal-04188356

HAL Id: hal-04188356

<https://hal.science/hal-04188356>

Submitted on 25 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Bianca BOTEA

Université Lumière Lyon 2

« Les échelles spatio-temporelles des pratiques de la frontière. Mobilités, mémoires et développement urbain dans le Banat roumain (Jimbolia) », *Etudes Balkaniques*, 2023/2, p. 181-209.

Introduction

Cette contribution propose une analyse des pratiques et des conceptions de la frontière liées aux transformations urbaines des petites villes de frontière traversées par la crise des industries locales et par le contexte de globalisation d'après 1989. La réflexion s'appuie sur une recherche menée entre 2007 et 2011 à partir de la ville de Jimbolia.

Petite ville de 11 000 habitants, Jimbolia est située dans la région du Banat roumain. Les découpages des guerres ont divisé le Banat, territoire historique autrefois plus vaste, et il se retrouve aujourd'hui dans trois territoires nationaux, la Roumanie, la Serbie et la Hongrie. La ville de Jimbolia fait frontière avec le territoire de la Serbie – plus précisément elle est un important point de passage frontalier ferroviaire et routier entre Roumanie et Serbie – et elle se trouve également dans la proximité (à 60 km) de la frontière avec la Hongrie. Ma recherche localisée dans la ville de Jimbolia a porté uniquement sur le côté roumain de la frontière, cependant les pratiques de mobilité de mes interlocuteurs dessinent un espace plus large que l'espace proprement dit de cette ville. Pôle industriel régional dans les années du régime communiste, Jimbolia connaît une crise économique et sociale profonde au milieu des années 1990 par l'effondrement de ses principales usines. Dix ans plus tard la ville enregistre une revitalisation spectaculaire, par des stratégies de développement urbain imbriquant la dimension économique et culturelle.

Nous tenterons de comprendre dans ce chapitre la place de la frontière dans les configurations sociales de la ville, plus précisément ce qu'une frontière *fait faire* (ou ne fait pas faire) à une ville dite de frontière, tant au niveau des pratiques quotidiennes de ses habitants (et touristes), qu'au niveau de la construction de la ville par les dispositifs de développement. De quelle manière la présence d'une frontière dans la géographie de la ville participe-t-elle à la

revitalisation urbaine, en l'occurrence à cette relance spectaculaire de Jimbolia dans un contexte suivant la crise industrielle ? Cette question sera posée à partir d'une analyse dynamique et historique du paysage urbain. Il s'agit particulièrement du changement du statut de la frontière par le passage d'une frontière politique et administrative interdite ou fortement contrôlée à une frontière plus libre de circulation après 1989, devenue également une ressource dans des actions de développement urbain.

Si la question qui me préoccupe ici est de comprendre la place de la frontière dans les configurations de la ville, le raisonnement inverse est tout aussi intéressant. J'analyserai ainsi comment, dans les petites villes de frontière, les opérations de revitalisation urbaine participent-elles au renouvellement des conceptions et des pratiques de la frontière notamment à travers deux mécanismes : d'une part, les pratiques de développement¹ au sein de la ville et, d'autre part, une mobilité qui dépasse le voisinage frontalier.

Une autre dimension sur laquelle je porterai mon analyse concerne les échelles socio-temporelles que ces réseaux de mobilité et de traversée de la frontière configurent. Cette question se pose à plusieurs niveaux. Dans un premier temps, nous pouvons nous demander quelle est/quelles sont aujourd'hui les échelles spatiales privilégiées des pratiques de la frontière et comment ces échelles s'articulent dans des territoires de complexité frontalière ? Nous ferons le constat de trois échelles spatiales significatives à : le voisinage immédiat avec la Serbie, le voisinage plus « éloigné » avec la Hongrie et le territoire de mobilité historique envers l'Allemagne par la traversée de la frontière roumano-serbe. Dans un deuxième temps, comme l'ont noté aussi d'autres auteurs, les approches de la mobilité, transfrontalière ou transnationale, ont souvent privilégié l'analyse de la dimension spatiale par rapport à la dimension temporelle (Tarius, 2001). Les échelles spatiales des territoires de vie et les nouvelles territorialités construites par ces circulations ont été moins regardées dans l'articulation des problématiques de l'espace et du temps, la dimension temporelle restant plutôt à l'écart, sauf des travaux sur le tourisme de racines ou mémoriel (Losonczy 1999, Fourcade et Archaumbault 2010, Capelle-Pogăcean 2010, Feschet et Isnart 2013, Bechtel et Jurgenson 2013) ou sur les formes de mémoires incorporées réactualisées par les formes de mobilité. L'expérience de l'espace est une expérience du temps et toute pratique sociale, et en particulier spatiale, se déploie à partir d'un « champ d'expérience » (Koselleck), convoquant une dimension temporelle. C'est cette

¹ La notion de « développement » est considérée ici dans un sens large de « configuration développementiste » (de Sardan, 2007) comprenant un ensemble d'acteurs, de ressources et d'actions mises en place de manière délibérée, ayant une visée de transformation. Ce sont ces acteurs et actions qui participent des changements du paysage urbain après la crise des entreprises locales qui nous intéressent ici, changements qui supposent entre autres des nouvelles configurations territoriales de la ville.

articulation des échelles spatiales aux aspects temporels et en particulier aux processus mémoriels qui nous intéressera ici afin de mettre en évidence les spécificités de ces pratiques de la frontière dans les villes d'Europe centrale et du sud-est.

Enfin, je souhaiterais revenir à l'idée du « jeu d'échelle », qui est souvent évoquée dans les analyses des transformations des territoires. Ces échelles sont considérées comme des entités déjà existantes, qu'il convient d'identifier selon chaque cas étudié, ainsi que leurs articulations (précisément ce « jeu d'échelle »). Comme le souligne certains auteurs : « Un des présupposés à cet usage du jeu d'échelle est bien l'existence préalable d'un « jeu » (comme on parle d'un jeu de clés), c'est-à-dire d'un répertoire de circonscriptions-gigognes (...). Or c'est cette question de la spécification de l'échelle pertinente (qui peut tout aussi bien être *ad hoc* et ne pas coller au découpage administratif) qui constitue, pour ce qui nous concerne, notre objet d'investigation même, en tant qu'elle apparaît être une question pratique » (Peroni, 2001 : 258). La perspective qui sera adoptée ici est similaire à ce point de vue, et elle pose la question des échelles spatio-temporelles des traversées de la frontière (et de l'échelle pertinente de l'analyse de ces pratiques) comme une question praxéologique.

A travers mes données de recherche, j'ai pu identifier trois échelles, déjà mentionnées, au niveau desquelles se situent ces pratiques et qui seront analysées dans cet article : le voisinage immédiat (directement frontalier), le voisinage plus « éloigné » et les territoires de mobilité transnationale. Malgré la proximité physique avec le voisinage frontalier, cette échelle n'est cependant pas la plus investie à Jimbolia. Je montrerai que l'investissement différencié de ces trois échelles spatiales est directement liée à des processus mémoriels réactivés d'après 1989. Nous verrons par exemple que l'échelle spatiale la plus investie par la mobilité, l'échelle transnationale, est aussi celle en lien avec laquelle les pratiques et les discours mémoriels s'expriment le plus fortement et, pour finir, ont une place importante dans le processus de revitalisation urbaine.

En début de cette contribution je m'arrêterai brièvement sur les principaux usages sociaux de la frontière durant les années du régime communiste (notamment dans ses deux dernières décennies). Je présenterai ensuite, tout au long du texte, les mutations intervenues dans les pratiques de la frontière dans le contexte des forts changements urbains d'après 1990. L'article montrera que les processus de patrimonialisation et mémoriels, les mécanismes de l'ethnicité, les pratiques de mobilité et, enfin, les politiques de développement sont les principales dimensions qui sont à prendre en compte dans l'analyse de la requalification de ces villes de frontière après 1989. Le texte ouvrira vers des questionnements méthodologiques et

épistémologiques sur la notion de « terrain frontalier » et sur sa démarche ethnographique « multi-sites ».

Frontières interdites, frontières transgressées : l'espace social du voisinage

La position géographique de la ville, à savoir la proximité avec les deux frontières, serbe et hongroise, a toujours eu un rôle déterminant et a été intégrée comme une donnée du cadre de vie et des stratégies domestiques des habitants de Jimbolia. Cet usage de la frontière a été renforcé dans la période du régime communiste et je me référerai ici notamment à ces deux dernières décennies.

Dans les communes situées à la frontière de l'ouest ou du sud-ouest du pays, le cadre administratif a permis certaines facilités pour la circulation des habitants. Les localités roumaines se situant à moins de 20 km de la frontière (c'est le cas de Jimbolia par rapport à la frontière serbe) donnaient à leurs habitants le droit de circulation dans les pays voisins, bien que cette circulation était limitée et strictement contrôlée. Cette autorisation accordée de manière sélective, et notamment interdite à ceux qui avaient des réseaux familiaux à l'étranger, s'appelait « le petit trafic » (*micul trafic*) et permettait aux habitants le déplacement dans une aire de moins de 30 km de la frontière roumaine². Liviu Chelcea et Puiu Latea (2000) montraient à partir d'une recherche à Santana, petite ville de Roumanie proche de la frontière hongroise, le caractère très réglementé des pratiques de passage de la frontière durant le régime de Ceausescu. Pour chaque départ les personnes qui souhaitent circuler sollicitaient leur passeport à la police, document qui devait être rendu au plus tard vingt-quatre heures après l'avoir reçu. Les habitants se déplaçaient essentiellement pour vendre ou faire des achats dans les conditions de la pénurie (notamment alimentaire) des années 1980. On avait droit à douze voyages par an et on était autorisé à dépenser 250 lei de l'époque (1/8 du salaire moyen) pour chaque voyage.

A Jimbolia, la configuration frontalière complexe de la ville, notamment par la double frontière, attirait les espoirs de nombreux citoyens roumains qui tentaient de joindre cette ville pour fuir le pays. Le control strict des frontières et les répressions menées contre ceux qui essayaient de partir sont des éléments évoqués par mes interlocuteurs, mais les mémoires portant sur cette frontière, la plus « sanglante » frontière d'Europe³ (Steiner, Magheti : 2009)

² La Serbie et la Hongrie, à la différence de la Roumanie, connaissaient un développement économique plus important dans les dernières décennies du régime totalitaire, attirant les citoyens roumains proches de la frontière.

³ Conformément aux données statistiques, la frontière roumano-yougoslave était devenue en 1988 la plus sanglante frontière d'Europe. En 1988 par exemple, 400 personnes ont été tuées à cette frontière (Steiner, Magheti : 2009).

restent dans les circuits privés, en dehors d'une publicisation par des actions culturelles ou autres dispositifs. Le responsable d'une ONG locale témoigne :

La position frontalière n'a pas toujours été une ressource de développement. Dans les années 1970-1990 cela a été même un désavantage. Les autorités craignaient de développer la région et attirer ici de la main d'œuvre, de peur que les gens passent la frontière. Ici c'était une zone fermée. Nous avions un triangle, un tampon dans la carte d'identité : « habitant de la zone de frontière Jimbolia ». Quand tu arrivais à la gare, tu montrais le triangle et tu pouvais passer. Si tu venais de l'extérieur et tu disais que tu vas chez X, tu étais accompagné chez X et la première question était si on te connaissait. Si la réponse était « non », hélas, le pauvre, quelles représailles... Ces choses ne sont pas connues. Dans les années 1950, les premiers qui étaient arrêtés étaient promenés dans les rues et montrés publiquement, les mains attachées par des barbelées et une inscription posée sur la poitrine : « traître du pays ». Certains ont disparu sans en entendre parler d'eux ou on les a trouvés dans les égouts.

La répression avait un caractère d'exemplarité à Jimbolia, car l'enjeu du contrôle de la relation *dedans/dehors* était fort, la visée n'étant pas autant la limitation des pratiques de consommation que le contrôle des départs vers l'Occident.

Malgré les différents dispositifs de surveillance de la frontière, les histoires racontées par les habitants montrent que chaque famille était plus ou moins concernée par le passage de la frontière, notamment à partir de années 1970 quand les légitimations de « petit trafic » ont été accordées à une partie de la population. Ces documents ont été un des moyens importants qui ont permis à de nombreux habitants, notamment Souabes Allemands et Hongrois, de quitter le pays, le passage en Serbie constituant la première étape, et la plus difficile, à franchir.

Une des dimensions les plus intéressantes dans le fonctionnement de ces circulations est la constitution des réseaux sociaux qui ont permis la mobilité. Cette dernière a supposé une véritable organisation sociale et le profil plurilinguistique et pluriethnique de la région, caractérisant habituellement les territoires frontaliers, a constitué une ressource principale dans l'organisation de la circulation. Selon les données d'identification ethnique de la population de Jimbolia dans le dernier recensement (2011), aujourd'hui la ville compte : 7856 Roumains (72,6%), 1169 Hongrois (10,8%), 596 Roms (5,5%), 310 Allemands (2,8%), 31 Serbes (0,2%), etc. Nous pouvons observer la dynamique dans le temps de la composition de la population de la ville et son caractère pluriethnique dans un tableau ultérieur ([ci-dessous, p. 15](#)).

Dans ces circulations on ne voyageait jamais seules, mais en groupe de deux à cinq personnes afin de rentabiliser les coûts du voyage et notamment pour les ressources que constituaient les Hongrois, les Allemands Souabes et les Serbes quant à leurs compétences linguistiques et les réseaux sur place. Par exemple, se rendant en Hongrie ou en Serbie, un

Roumain se faisait souvent accompagner par un voisin ou collègue de travail hongrois ou, plus rarement, serbe⁴.

Comme l'observaient aussi L. Chelcea et P. Latea, la pluriethnicité n'était pas seulement une dimension importante dans les pratiques d'économie informelle autour de la frontière, mais une ressource essentielle dans les liens avec l'Europe de l'Ouest. C'est notamment par le biais des Hongrois et des Allemands qui vivaient en Roumanie que l'accès à l'information et la circulation de certains biens de consommation ont été possibles. La télévision (de Hongrie et de Serbie) regardée dans ces régions frontalières a joué un rôle très important ici. En outre, les Serbes de Serbie étaient présents sur les marchés roumains (ils vendaient des produits électroniques, des jeans, des cigarettes, etc.), alors que les Allemands Souabes de Jimbolia recevaient les fameux « paquets » en provenance de leur famille d'Allemagne de l'Ouest. Cette coutume des « colis » était répandue aussi au sein de la population roumaine. Certains habitants roumains recevaient des « colis » de la part des anciens voisins émigrés en Allemagne. Ce type de réseau multiethnique de circulation (regroupant des Roumains, des Hongrois, des Souabes, etc.) se sont constitués aussi dans des régions centrales du pays et de Transylvanie, mais jamais la circulation à partir de ces régions n'a atteint l'ampleur connue par les villes/villages de frontière.

Ces traversées de la frontière à travers des pratiques de circulation à l'échelle transfrontalière ou transnationale ont amené à la constitution des véritables espaces sociaux, comme des systèmes de relations et d'action commune entre individus ou groupes. Un de mes interlocuteurs se rappelle l'atmosphère de la dernière décennie du régime dictatorial, celle des espaces informels et des liens inédits tissés par les pratiques de circulation et d'échanges :

Ici à la frontière, nous étions au courant de la mode mais aussi de tout. Nous portions des jeans, des vestes qui n'existaient dans aucun coin de la Roumanie. Et il y en avait de ceux qui pratiquaient le 'petit trafic'. Mais vers la fin des années 1980, Ceausescu avait introduit beaucoup d'interdictions et alors c'étaient les Serbes qui venaient chez nous. Rarement des familles d'ici qui n'avaient pas de relations avec eux. Chaque habitant de Jimbolia avait son Serbe, qui venait, vendait au marché et puis dormait chez un tel pour ne pas se rendre en Yougoslavie avec sa marchandise et pour ne pas être obligé de revenir le lendemain. Parfois il laissait carrément la marchandise aux Roumains pour la vendre. Ça marchait grâce à la confiance, car on ne pouvait pas faire de contrat.

Observant ces pratiques sociales configurées par l'usage de la frontière dans les dernières décennies du régime communiste, nous pouvons nous interroger sur les changements de ces

⁴ La communauté serbe est très faible numériquement dans la ville, comme le montre le dernier recensement (cf. tableau p. 15).

espaces de voisinage et de ces réseaux après 1989, dans un contexte où la frontière passe du statut de frontière interdite et meurtrière à une frontière de circulation plus ou moins libre⁵.

Le voisinage frontalier : retour aux réseaux ethniques et nouveaux territoires de projet

Dans un premier temps, nous pouvons observer que les deux frontières du voisinage proche et plus éloigné (concernant la Serbie et la Hongrie), ont continué à être investies de manière ponctuelle et différente, selon les circonstances politiques et internationales qui ont concerné ces trois pays voisins. C'est notamment dans les années 1990, durant la période de l'embargo en Ex-Yougoslavie et de fermeture des principales usines de Jimbolia, que les habitants ont pratiqué le commerce transfrontalier même par les moyens de la contrebande.

A cette époque, on voyait des gens dans la rue avec des bidons d'essence qu'ils amenaient chez les Serbes. Tout le monde y allait, on voyait même des instituteurs, des médecins... Il y en a qui ont commencé à se construire des maisons grâce à ce commerce !

Du côté de la frontière hongroise, le déplacement en Hongrie dans les aires commerciales est une pratique régulière, alors qu'à d'autres périodes la circulation se faisait de Hongrie vers la Roumanie selon les avantages du moment. Plus récemment, la mobilité en Hongrie prend aussi une nouvelle forme de pratiques de loisir des classes moyennes de la ville : outre des pratiques d'achat dans la ville hongroise de Szeged, en fin de semaine des habitants de Jimbolia fréquentent des stations balnéaires et de loisir de l'autre côté de la frontière (le centre d'agrément de Makó étant souvent évoqué par mes interlocuteurs). Des nouvelles territorialités émergent et les institutions publiques et les acteurs économiques participent aussi à cela. Les panneaux publicitaires en langue roumaine sont désormais visibles à Szeged, le ticket du parking utilisé dans la ville roumaine de Timisoara est valable aussi à Szeged en Hongrie, pour donner que quelques exemples d'une signalétique publique qui participe de la production de nouveaux espaces d'usage transfrontaliers (économiques et touristiques avant tout).

Cependant, dans les conditions où ces pratiques transfrontalières restent ponctuelles et où le passage de la frontière ne nécessite plus obligatoirement une mobilisation des réseaux collectifs, nous pouvons nous interroger sur la capacité des habitants à entretenir et à réinventer un espace social de voisinage. J'ai pu observer que les réseaux pluriethniques au sein de la ville créés entre autres à partir des pratiques d'économie informelle se perpétuent après 1989. Cependant, les réseaux pluriethniques transfrontaliers se réduisent fortement voire ils

⁵ Il faut rappeler ici qu'à partir de 2007 les citoyens roumains, en tant que citoyens de l'UE, n'ont plus besoin de visa pour aller en Serbie. Deux années plus tard, en 2009, la Roumanie renonce au régime des visas pour les citoyens serbes.

disparaissent (alors qu'auparavant « *Chacun avait son Serbe* »). Les seuls réseaux qui se maintiennent sont ceux de la parenté et, parfois, de la communauté de langue. Dans le maintien de cet espace social de voisinage au niveau transfrontalier (serbe ou hongrois) et d'organisation de cette mobilité, le principe de l'ethnicité reprend le dessus. Par ailleurs, les déplacements transfrontaliers n'ont pas toujours permis une connaissance du « voisin » allant dans le sens de sa reconnaissance. Au contraire, de nombreux entretiens que j'ai menés montrent que ces pratiques de mobilité ont parfois alimenté un imaginaire de l' « Autre » construit autour d'une logique « orientaliste » (Saïd), ou plutôt du *nesting orientalisme* (Bakic, Hayden : 1992, 1995)⁶. Mes interlocuteurs roumains qui se déplaçaient sur les marchés de Hongrie témoignent d'un sentiment d'humiliation à cause des regards de pitié et de condescendance qu'ils ressentaient chez leurs voisins hongrois. En Ex-Yougoslavie, la période de l'embargo active des représentations similaires des habitants roumains et hongrois de Jimbolia à l'adresse des Serbes de Serbie⁷. A leur tour, les Roumains sont perçus par les Serbes comme des tricheurs et des voleurs (*smecheri, hoti*) dans le contexte des pratiques frontalières de contrebande. Nous pouvons remarquer, par conséquent, que ces pratiques de subsistance et d'entraide par la circulation transfrontalière ont entretenu, renforcé ou complété des stéréotypes et certains rejets de l'Autre plus anciens (depuis la construction des Etats-nations ou même d'avant, de la période de dictature communiste). Cependant, ce discours dépréciatif à l'adresse de certains voisins doit être considéré dans une perspective dynamique car, comme le montre aussi V. Neofistos (2008) dans des recherches sur la Macédoine, cette logique peut être dépassée dans certaines conjonctures historiques, politiques ou dans certaines situations de la vie quotidienne. Ces discours de dépréciation que j'ai pu identifier à Jimbolia sont, par conséquent, à saisir dans leur temporalité. Par exemple, aujourd'hui, dans le contexte d'une absence des expériences directes avec les voisins et des réseaux forts de voisinage, et lorsque la mobilité pour l'économie informelle avec la Serbie est très diminuée, les discours de dévalorisation peuvent reprendre le dessus.

Par rapport à l'évocation du terme frontière, finalement celui-ci revient très rarement voire il est absent aujourd'hui dans les entretiens avec mes interlocuteurs. Cela est valable à la fois pour le terme plus livresque *frontieră*, en roumain, que pour le terme plus commun *graniță*. L'absence de ce terme dans les discours peut être liée au caractère supposé illicite de l'usage

⁶ D'autres travaux ont montré l'application de cette logique de l' « orientalisme » en Europe du sud-est et centrale : Bakic-Hayden et Hayden (1992, 1995), Antohi (1997), Turda (2001), Neofotistos (2008).

⁷ Ces données proviennent des entretiens menés avec des leaders de la communauté serbe de la ville de Timisoara (grande ville située à une quarantaine de kilomètres de Jimbolia).

de la frontière à la fois pendant le communisme, mais surtout après 1989. Ce caractère illicite fait moins référence aux années du régime communiste, qu'aux usages de la frontière d'après 1989. Il s'agit notamment de la période de l'embargo en Ex-Yougoslavie quand le trafic avec l'essence a été pratiqué de manière généralisé, mais aussi des pratiques plus récentes, certains habitants revendant plus chers dans leur voisinage des produits achetés de l'autre côté de la frontière. Cette inégalité perçue par les individus comme plus ostentatoire et endurcie pourrait expliquer l'attribution d'un caractère plus illicite aux pratiques de la frontière de cette période, l'usage de la frontière pour des fins de commerce étant considéré une action qui avaient fortement enrichi certains foyers. L'absence du mot frontière des récits des individus peut être regardée aussi sous un autre angle. La frontière rappelle aux individus les nombreuses pratiques de contrôle (notamment un contrôle des passages autrefois) qui a instauré des systèmes et des formes de domination et d'inégalité forte dans lesquels ont été pris, et le sont encore, les habitants de la ville. Les mémoires relatives à ces pratiques de domination par l'usage de la frontière reviennent de temps à autres dans les récits de mes interlocuteurs, relevant des crispations profondes qui gouvernent des relations sociales d'aujourd'hui.

Il convient maintenant de porter notre regard sur un autre 'acteur' majeur dans le paysage des nouvelles configurations sociales et territoriales de la région, à savoir, le processus d'intégration européenne. Les nouveaux projets de coopération transfrontalière impulsés par les cadres européennes afin d'aider à la construction de ces voisinages transfrontaliers se traduisent, comme dans tous les pays de cet espace d'Europe centrale et orientale, par des nombreuses initiatives mises en place par les collectivités territoriales ou par les associations. Nous pouvons nous demander si ces projets de coopération peuvent reconstruire, d'une manière ou d'une autre, ces anciens espaces sociaux existant avant 1989. Des nouvelles configurations territoriales prennent donc contour à travers les coopérations récentes mises en place entre les pays voisins (Roumanie, Serbie, Hongrie) mais elles interrogent la capacité de ces *territoires de projet* à se transformer en *territoires d'expérience*.

Les politiques d'élargissement européen impulsent les coopérations et constituent un contexte important pour la constitution dans une certaine mesure de ces nouveaux territoires vécus et de voisinage. Néanmoins, elles ont parfois amené à des nouvelles crispations et formes d'exclusion dans le voisinage proche ou lointain, comme nous pouvons l'observer pour le cas du Banat. Ce dernier est une région au croisement de trois pays ayant chacun, selon des périodes différentes après 1989, un statut différent au sein de l'UE. Ces différences de statut européen rendues effectives dans des programmes de coopération entre Etats voisins (*Phare - Cross*

Border Cooperation) ont fortement orienté et conditionné la coopération et la création des espaces sociaux transfrontaliers. Comme le montre le cas de la ville de Jimbolia, jusqu'à l'entrée de la Roumanie dans l'UE les financements européens ont été destinés à la coopération roumano-hongroise (la Hongrie étant membre UE et la Roumanie en étape de pré-adhésion). Les responsables de certaines associations de la ville de Timisoara qui ont souhaité mener des projets avec la Serbie ont témoigné des obstacles posés par ces cadres de financement favorisant la coopération avec la Hongrie, alors que la frontière serbe était géographiquement plus proche. Depuis que la Roumanie soit membre de l'UE, les programmes Phare CBC sont ouverts aussi aux échanges avec la Serbie. Néanmoins, cette hiérarchisation des « voisins » et des « bonnes pratiques » par l'arbitre européen a eu comme conséquence une certaine artificialité dans le fonctionnement de ces échanges, soumises à une régulation empêchant parfois des nouvelles logiques de terrain et des échanges qui ont émergé des pratiques de vie et professionnelles.

Ces cadres européens ont renforcé les échanges et les mobilités autour de la frontière hongroise qui, comme nous le verrons, est davantage investie grâce aux liens existants entre les magyarophones de la ville et leurs confrères de Hongrie.

Il existe d'autres obstacles dans la constitution d'espaces d'action commune à travers ces projets de coopération. Pour certains acteurs institutionnels de ces projets, la coopération est parfois réduite à un simple instrument pour l'obtention de fonds locaux pour les infrastructures ou pour des équipements nécessaires propres et moins pour la construction en commun des espaces et des politiques de voisinage. La coopération culturelle est par exemple perçue notamment sous l'angle des simples déplacements et échanges des groupes de musique, de danse, théâtre, des savoir-faire culturels etc., selon une logique de l'événementiel culturel et moins comme un cadre qui permette la construction d'un espace de travail et de création en commun. Les projets majoritaires sont encore centrés sur des gros projets d'infrastructure ou économiques, la frontière devenant une ressource pour récupérer de l'argent au niveau local. D'autres types de projets de coopération comme les échanges entre des catégories de public ciblées (« femmes », groupes professionnels : agriculteurs, élus, pompiers, etc.) impliquent un nombre restreint de participants et très peu renouvelé, l'usage des langues différentes et les difficultés de communication constituant un des principaux obstacles de ces projets. Dans l'absence du bilinguisme et au-delà des échanges au sein de la communauté de langue ou ethnique transfrontalière, la communication se fait en anglais. De nombreux publics sont ainsi écartés de ces programmes. Finalement, les actions considérées comme les plus réussies par les acteurs de projet sont les échanges entre les jeunes collégiens.

Des programmes de coopération plus récents, à l'initiative du Conseil de l'Europe, tentent de bâtir un espace social et culturel transfrontalier par la mise en place d'une politique de connaissance et de reconnaissance du patrimoine à l'échelle transfrontalière, à partir des inventaires du patrimoine et de la création des itinéraires et des guides touristiques transfrontaliers. Nous pouvons nous demander si ces projets peuvent devenir des moteurs pour la construction des mémoires partagées et des patrimoines communs dans cet espace, où le paradigme national a dessiné le cadre de l'écriture officielle de l'histoire, de la mémoire ou du patrimoine, la dimension partagée de ces récits restant confinée jusqu'à présent au sein des espaces privés. La réussite de ces projets dépend de leur accueil auprès des habitants. Pour le moment, une rupture profonde existe entre, d'une part, les pratiques de mobilité et les intérêts pour le voisinage transfrontalier à l'échelles des individus ordinaires et, d'autre part, la logique des projets mis en place par les acteurs publics ou associatifs, projets qui restent assez souvent en dehors d'une connaissance et d'un réel intérêt de la part de ces individus. Ces deux catégories d'acteurs travaillent à deux vitesses les nouveaux rapports à la frontière et au voisinage, mais sur les deux plans la construction des véritables « territoires » d'expérience est difficile au niveau du voisinage immédiat ou lointain et en dehors des communautés de langue transfrontalières. Nous verrons plus tard que la situation se présente différemment par rapport à l'échelle transnationale des mobilités.

Territoires de mobilité, ethnicité et mémoires

Il convient de se tourner par la suite sur la dimension temporelle et plus spécifiquement mémorielle de ces circulations, aspect moins présent dans les approches de la mobilité transfrontalière et transnationale comme nous l'avons déjà mentionné. La dimension historique et politique de ces territoires frontaliers et de ces relations de voisinage, ainsi que les rapports encore actuels que les individus entretiennent avec cette histoire et avec ce champ d'expérience, s'expriment sous la forme des mémoires ou des post-mémoires. Elles sont à la fois une ressource et un produit de ces réseaux de circulation.

Comme nous l'avons remarqué précédemment, c'est principalement à travers les réseaux d'ethnicité et en particulier de langue que les liens transfrontaliers et transnationaux ont été maintenus pendant le communisme et même après la chute de ce régime. Après 1989, ces réseaux ethniques sont renforcés généralement par la mobilité professionnelle et de travail mais aussi par les politiques des Etats voisins concernant les minorités restées dans les pays proches. Ces circulations entretiennent et réactivent des liens de parenté, de langue et plus largement des communautés « nationales » culturelles, dont les membres vivent aujourd'hui dispersés dans

plusieurs pays suites aux différents événements politiques du passé comme les découpages de guerre, les déportations, le régime dictatorial. Les pratiques de circulation contribuent ainsi à reconstituer, rappeler ou inventer le sentiment d'un partage d'expériences et de mémoires. Il est d'ailleurs intéressant d'observer que l'échelle la plus investie par la mobilité des individus et dans les projets de développement est l'échelle transnationale, une échelle où les productions mémorielles sont aujourd'hui les plus riches aussi bien au niveau des espaces publics que privés. L'usage social de la frontière ne se mesure pas nécessairement par le nombre de ses traversées par les individus mais par le degré d'investissement dans la durée et par les effets sociaux de ces circulations, visibles surtout dans l'espace social qui en résulte.

Le niveau du voisinage plus éloigné (en l'occurrence avec la Hongrie) est lui aussi davantage investi par les circulations par rapport au voisinage immédiat (la Serbie), même si, comme je le remarquais précédemment, la situation peut changer selon le contexte politique et économique. Par rapport au voisinage frontalier immédiat, nous pouvons relier cet investissement faible de la frontière au nombre très réduit des populations serbes à Jimbolia, y compris dans l'histoire de la ville, comme le montre le tableau suivant (cf. p.15).

A la différence du voisinage immédiat, l'échelle du voisinage avec la Hongrie montre des liens plus fréquents et d'une certaine manière spécifiques. Les réseaux magyarophones transfrontaliers entre la Roumanie et la Hongrie réactivent l'espace de la *patrie* hongroise. Comme le montre d'autres auteurs (Losoncy et Zempleni :1991, 1996, Botea : 2013), la patrie hongroise se prolonge au-delà de son territoire étatique, autrement dit dans les territoires de la Grande Hongrie historique d'avant 1920. Rappelons ici que suite à la première guerre mondiale la Hongrie a perdu deux tiers de ses territoires, ces derniers étant ultérieurement intégrés dans les territoires actuels de la Roumanie, de la Serbie, de la Slovaquie et de l'Ukraine. Ces circulations renforcent notamment en Hongrie un double imaginaire, d'une part idéalisant la Transylvanie ou le Banat comme territoires nationaux perdus et, d'autre part, opérant des logiques de type « orientaliste », de hiérarchisation des voisins. Les pratiques d'échange entre les magyarophones de Roumanie et leurs confrères de Hongrie, indépendamment de la diversité des formes qu'elles peuvent revêtir - idéalisation ou rejet de l'autre, liens de parenté, mobilité de travail en Hongrie, tourisme mémoriel en Transylvanie, etc.- réactivent ce champ d'expérience supposé partagée. Elles font en même temps circuler des mémoires historiques ou font émerger des « post-mémoires », pour reprendre le terme de Marianne Hirsch (1997) et utilisé dans des travaux sur la Roumanie par Maria Bucur (2009). La mémoire historique et la post-mémoire font référence à des processus de remémoration concernant des événements que

les individus n'ont pas forcément vécus – car trop jeunes ou pas encore nés au moment de leur déroulement – mais des mémoires qui influencent leur pratiques et leurs interprétations du monde. Ce phénomène de post-mémoire concernant le territoire de la Transylvanie est très puissant parmi de nombreux magyarophones de Roumanie (Botea, 2013) et il est présent aussi en Hongrie avec un degré d'intensité très varié selon les individus et les groupes.

Ces mémoires historiques et ce supposé partage d'une communauté de destin des populations magyarophones impulsent à Jimbolia des liens qui se prolongent sur d'autres territoires, comme c'est le cas des réseaux transfrontaliers des magyarophones entre la Roumanie et la Serbie, et plus précisément la Voïvodine, où vit une minorité hongroise importante. Il est intéressant ainsi d'observer que c'est principalement par ces réseaux magyarophones que se construit après 1989 à Jimbolia le voisinage transfrontalier avec la Serbie, à défaut d'une population serbe dans la ville. La construction d'un espace de voisinage immédiat à Jimbolia dans le contexte des projets à financement européen commence par le biais de ces réseaux magyarophones. Ces projets réactivent à travers la coopération Roumanie-Serbie les territoires de la *patrie hongroise* et l'entrée des autres populations dans cet espace de voisinage restent timides encore une fois à cause de l'obstacle de la langue. Des interlocuteurs germanophones que j'ai interviewés et qui ont participé à un programme d'échange en Voïvodine ont témoigné de leurs difficultés de compréhension au sein de l'équipe du programme, la plupart des personnes impliquées communiquant en langue hongroise. En même temps, les mêmes interlocuteurs affirment que les « voyages » de l'autre côté de la frontière leur ont finalement permis de découvrir ou de retrouver des amis germanophones. Les mécanismes initiaux de l'ethnicité et de la communauté de langue (en l'occurrence des réseaux magyarophones transfrontaliers entre la Roumanie et la Serbie) deviennent une ressource de diversification du paysage ethnique au sein des projets de coopération (activant d'autres réseaux ethniques, ici germanophones).

Par conséquent, l'usage de la frontière est fortement lié à l'architecture diversifiée de ces réseaux de langue et ethniques qui réactivent des processus mémoriels et qui se déploient sur des anciens ou des nouveaux territoires de circulation (migration ou mobilité pendulaire), dans les contextes politiques d'après 1989. Les réseaux magyarophones déployés à la fois dans les pratiques quotidiennes et des acteurs de projets, impulsent des nouvelles dynamiques régionales, ils sont l'opérateur principal dans le voisinage transfrontalier immédiat ou lointain.

Ethnicité et au-delà... Mobilités à l'échelle transnationale et développement urbain

Malgré les politiques européennes de soutien du voisinage transfrontalier au-delà des réseaux ethniques, la seule échelle de mobilité qui produit ou entretient véritablement des espaces sociaux transethniques est la mobilité à distance. Cette échelle spatiale plus lointaine est donc la plus investie non seulement au niveau des stratégies des individus mais elle joue un rôle central aussi dans le développement économique de la ville et dans les politiques culturelles mises en place par la municipalité de Jimbolia. Nous verrons de quelle nature est cette mobilité puis les raisons de l'investissement fort de cette échelle transnationale y compris de ce potentiel de production des réseaux transethniques.

Dans un premier temps, je m'attacherai à la question de la mobilité à cette échelle puis, dans un second temps, je discuterai de son lien avec le développement urbain après la crise industrielle des années 1990.

Si l'échelle transnationale est tant investie, nous devons tout d'abord signaler ici un changement majeur intervenu dans les mouvements de circulation à l'étranger après la chute du régime communiste. Il s'agit précisément du fait que les migrations des années du régime communiste qui dans la plupart des cas ne comportaient pas de possible retour, sont remplacés après 1989 par des formes de mobilités pendulaires ou par des migrations avec des multiples formes de retour (voir entre autres Diminescu, Lagrave, 1999 ; Losonczy, 1999 ; Capelle-Pogacean, 2010 ; Nagy, 2008). Au-delà de ce changement, les pratiques de circulation d'après 1989 envers l'Allemagne ou de l'Allemagne vers Jimbolia s'appuient sur les réseaux de circulation plus anciens, constitués durant le régime de Ceausescu.

Comme le montre les chiffres du tableau suivant, Jimbolia était une ville peuplée majoritairement par des populations souabes germanophones. Dans le temps, cette population fut fortement affaiblie par une double déportation : par les Soviétiques, juste après la Deuxième guerre mondiale, et par le régime communiste roumain dans le camp de Baragan, dans les années 1950 (Vultur, 2000).

Année	Allemands (Souabes)	Hongrois	Roumains	Serbes	Roms
1875	81%	10%	1%	4%	
1960	34%	26%	31%	2%	
1992	9%	17%	67%		6%
2002	5%	15%	72%		7%

2011	2,8%	10,8%	72,6%	0,2%	5,5%
-------------	------	-------	-------	------	------

Tableau : Evolution démographique de la population selon la composition ethnique (cf. recensements de 2002 et 2011)

Les premières migrations en Allemagne remontent à cette période des déportations, certains de mes interlocuteurs germanophones de Jimbolia mentionnant qu'une partie de ceux qui ont survécu aux déportations en Russie, ne sont plus rentrés en Roumanie mais se sont dirigés directement vers l'Allemagne. Néanmoins, les premières vagues massives de départ vers l'Allemagne de l'Ouest sont enregistrés seulement dans les années 1970-1980, puis au début des années 1990. En même temps que des nombreux Allemands Souabes quittaient la Roumanie, la politique de planification industrielle des villes du régime communiste a fortement contribué au renouvellement des habitants de Jimbolia, attirant ici une population majoritairement roumaine en provenance des zones rurales (des régions de Moldavie, de Muntenia, de Banat ou de Transylvanie).

Après la vague des migrations en Allemagne, les déplacements ponctuels des germanophones restés à Jimbolia envers l'Allemagne ont été fortement diminués, notamment dans le contexte d'un vieillissement grandissant de cette population. La circulation vers l'Allemagne est aujourd'hui pratiquée par les autres populations de la ville, et principalement par les Roumains les plus nombreux à Jimbolia. La forme principale de ces déplacements est la mobilité pour le travail. Le secteur rappelé le plus souvent par les interlocuteurs de mes entretiens est le soin au domicile des personnes âgées, ensuite le travail d'entretien domestique.

En sens inverse, il existe un phénomène puissant de mobilité des germanophones émigrés. Certains Souabes partis pratiquent des retours réguliers afin de visiter les membres de leur famille et des anciens amis, pour se rendre aux cimetières ou pour des enterrements. Parmi les autres lieux fréquentés par les Souabes de retour dans la ville, il est bon de mentionner tout particulièrement le marché, l'association *Forum Allemand*, et surtout l'espace de la maison lequel devient un important objet d'investissement patrimonial. Ceux qui reviennent durant l'été évoquent l'envie de vivre et de faire comme autrefois, de s'asseoir au milieu de la cour, de marcher à pieds nus, de manger comme ils le faisaient avant (ils vont d'ailleurs très peu au restaurant). Certains retraités ont mis en place un système de double résidence. Ils ont racheté une maison avec du terrain où ils résident du printemps à l'automne et ils retournent en Allemagne pour passer l'hiver. Les retours de ceux partis se font pour la plupart en juillet et en août lors du festival *les Journées de Jimbolia* (la principale fête de la ville) et de la *kirchweih*

(fête religieuse catholique des Souabes), ou bien en période de Pâques ou de la Toussaint. Ces pratiques de mobilité pendulaire, qui prend parfois des formes de tourisme de racines ou mémoriel, ont été observés par d'autres chercheurs sur des terrains et aires géographiques variés (Losonczy 1999, Fourcade et Archaumbault 2010, Capelle-Pogăcean 2010, Feschet et Isnart 2013, Scioldo-Zürcher et Hilly, 2013, Bechtel et Jurgenson 2013, Trémon et al. 2019). Dans notre cas de la mobilité germanophone, la transmission mémorielle des parents ou grands-parents envers leurs (petits-)enfants nés en Allemagne se fait justement par le biais de ces retours au pays. Les personnes issues de cette nouvelle génération se déplacent parfois par elles-mêmes dans une quête initiatique afin de rechercher leurs racines. Des mariages mixtes résultent parfois de ces voyages et tourisms d'été (les valeurs de la fidélité, le sens de la maison et le sérieux du travail des femmes roumaines sont souvent évoquées dans les entretiens en lien avec le phénomène des mariages mixtes).

Mise à part ces différentes formes de retour des Souabes qui permettent une réactualisation des mémoires concernant la présence des germanophones dans la ville, il existe également un autre phénomène de mobilité qui entretient ces mémoires de la cohabitation avec les germanophones. Il s'agit des mobilités de travail vers l'Allemagne, pratiquées par d'autres populations de la ville (Roumains, Roms), et qui mettent en évidence une voie plus souterraine de circulation de ces mémoires. C'est le cas des mémoires incorporées entretenues par les mobilités (Pelckmans, 2013), autrement dit des mémoires moins conscientes et plus « procédurales » (Lewicka, 2014), ou des formes de « habit memory » Paul Connerton (1989), faisant référence à des savoir-faire et des mémoires incorporées dans des routines et des actes quotidiens. Je n'ai pas abordé cette dimension à l'époque de ma recherche à Jimbolia, m'axant surtout sur les formes déclaratives de la mémoire, donc sur les méta-mémoires, mais rétrospectivement cette dimension me semble très importante. La force des mémoires repose aussi sur leur caractère incorporé, et non seulement narratif. Les mémoires et les savoir-faire hérités des Souabes sont performés ou réitérés dans des gestes et actes domestiques, comme les pratiques de cuisine, d'entretien de la maison, du jardin, du trottoir qui fait l'interface entre la maison et la rue. Les propos d'une femme roumaine de Jimbolia, qui exerce de manière régulière des mobilités de travail en Allemagne pour l'entretien à domicile et auprès des personnes âgées, anciens voisins souabes ou amis à eux, sont révélateurs ici. Ses paroles portent sur les apports de l'expérience de socialisation dans la ville en présence des Souabes. Elles mettent en avant un phénomène de mémoires incorporées présent encore dans les cohabitations, et une forme de patrimonialisation « par le bas » de cet héritage allemand.

Regarde devant les maisons des gens et tu verras ceux qui ont grandi avec des Allemands. L'autre jour j'ai eu une discussion avec le voisin qui m'a demandé : « Pourquoi tu fais des travaux devant ta cour ? » Je balayais, je mettais un peu de peinture. Il me dit : « C'est à la mairie de le faire, pas à toi. » C'est la mentalité de tous ceux qui n'ont pas grandi ici, peu importe leur appartenance ethnique (nationalité). Autrefois à Jimbolia c'était une honte si c'était sale devant ta maison ou dans ta cour. Tu étais considéré un Tzigane, un fainéant [...] Et aujourd'hui, même entre les Tziganes il y a une différence. Il y a ceux qui ont grandi avec les Allemands, qui sont comme eux, ils gardent leur maison propre. Tu vas chez eux, tu peux t'asseoir tranquillement à leur table, c'est propre.

Cette dimension des mémoires incorporées est à observer non seulement au sein des réseaux de mobilités de travail en Allemagne, mais aussi au sein des populations Souabes restées à Jimbolia ou émigrées. C'est le cas des mémoires qui se transmettent dans les ritualités domestiques ou culinaires de performance du « chez soi » des Souabes de retour temporaire à Jimbolia ou dans la réactivation ou célébration de leur *Heimat* en Allemagne.

Au-delà de leur circulation au sein des réseaux de mobilité pluriethniques entre la Roumanie et l'Allemagne, ces mémoires de la cohabitation et de la présence allemande sont également entretenues par les récits concernant l'expérience industrielle de la ville. Cette dernière est omniprésente dans le discours de mes interlocuteurs, alors qu'elle était complètement absente dans les deux premières décennies des années 2000 des dispositifs patrimoniaux mis en place par la municipalité (comme la création de quelques musées et fêtes urbaines)⁸. L'ancienne usine de tuile et de céramique de la ville, *Ceramica*, à laquelle l'évolution et le destin de la ville semblent liés, fait l'objet de multiples remémorations nostalgiques dans lesquelles la figure du germanophone revient de manière systématique. Evoquée régulièrement dans ces récits comme un chef d'équipe sur le lieu du travail, cette figure mémorielle du Souabe se distingue non seulement par ses qualités de bon organisateur, d'éthique du travail et de bon citoyen. Elle ressort régulièrement par sa fonction de lien et de socialisation entre les ouvriers, et plus largement entre les habitants de la ville et entre les différentes générations. Jimbolia s'est constituée à travers son histoire comme une ville d'immigration et d'émigration et cette circulation permanente des populations a rendu parfois difficile la construction des sentiments d'appartenance commune de ces populations hétérogènes par leurs trajectoires de vie. La figure du Souabe, devenue un repère collectif pour

⁸ Très récemment, en 2019, quelques initiatives pionnières de la part de la Maison de la culture de Jimbolia ont impulsé un travail public de mémoire autour de la dimension industrielle de la ville, et en particulier de l'ancienne usine *Ceramica*, un symbole fort de l'histoire de la ville.

les habitants de la ville, est le symbole d'une transmission –aussi bien sur le plan d'un savoir-faire technique au sein de l'usine *Ceramica*, que plus largement d'un savoir-faire en matière de vivre-ensemble, de cohabiter dans la ville. C'est probablement en raison de cette fonction de médiation assignée à un groupe tiers que les formes d'exclusion ethnique et de nationalisme roumano-hongrois rencontrées dans des nombreuses villes ou villages de Transylvanie sont peu présentes à Jimbolia. Il reste à vérifier cette hypothèse plus largement pour d'autres villes du Banat. A Jimbolia, le clivage le plus profond semble suivre avant tout la ligne de partage entre les « anciens » et les « nouveaux » habitants, indépendamment de leurs affiliations ethniques.

Dans ce contexte nous pouvons nous demander si la communauté germanophone de Jimbolia, aujourd'hui diminuée et fortement recomposée, peut encore assurer cette fonction de médiation dans le contexte de fermeture de l'usine de tuile et de céramique, lieu important de transmission intergénérationnelle et de savoir vivre ensemble. Comme nous avons pu le constater sur le terrain, les politiques culturelles et de développement de la ville tentent de s'appuyer ou d'encourager cette dimension mémorielle allemande.

Comme je le précisais précédemment, le développement urbain après la crise industrielle des années 1990, la revitalisation spectaculaire de Jimbolia et le renouvellement d'une construction narrative de cette ville n'est pas sans lien avec cette dimension transnationale de circulation vers l'Allemagne.

Le processus de relance s'est appuyé à Jimbolia sur deux mécanismes : d'un côté, un développement économique encourageant l'arrivée des nouveaux investisseurs ; de l'autre, une politique patrimoniale et mémorielle valorisant la dimension allemande. Cette dernière utilise en même temps comme ressource la dimension interethnique de la cohabitation, laquelle est considérée comme positive et exemplaire à Jimbolia. En ce qui concerne la relance économique, il est intéressant d'observer que les nouveaux investisseurs arrivés à Jimbolia après la faillite des anciennes usines viennent en majorité d'Allemagne. Dans ce contexte, ainsi que dans les conditions des pratiques de retour des Souabes émigrés, la politique urbaine de la municipalité est centrée sur la production d'une continuité avec cet héritage allemand de la ville, laissant dans l'ombre la dimension industrielle.

Le passé allemand est mis en valeur et érigé en mémoire officielle de la ville alors que la part du passé industriel fait moins l'objet d'une publicisation de ces mémoires, tout comme les mémoires du passage de la frontière et d'autres expériences de l'époque communiste. Cette valorisation d'un certain passé et d'une certaine vision de la présence germanophone à Jimbolia passe par une construction patrimoniale par excellence : le Musée Stefan Jäger, lieu où la

composante allemande de la ville s'exhibe dans sa dimension historique et ethnographique. Initialement voué à une exposition artistique privée, cet espace devient un véritable musée urbain, un lieu de fabrication d'une expérience de la citoyenneté et de la cohabitation dans un contexte de renouvellement des populations de la ville. L'installation de toute nouvelle entreprise allemande (ou suisse allemande) passe par un rituel qui est celui de la visite du Musée Stefan Jäger, et ces investisseurs financent en partie les festivités culturelles de la ville. Certains entrepreneurs que j'ai interviewés tiennent un discours similaire à celui des acteurs institutionnels ou associatifs quant à la tradition allemande de la ville. Selon ces acteurs économiques, cet élément aurait motivé en grande partie le choix de leur installation à Jimbolia.

Il est intéressant de mentionner que l'installation des nouveaux investisseurs allemands dans la ville n'est pas due aux réseaux anciens de mobilité entre les deux pays. Ces nouveaux entrepreneurs arrivent via le réseau magyarophone de voisinage transfrontalier, les premiers investisseurs qui arrivent à Jimbolia ayant déjà des entreprises en Hongrie. Nous pouvons ainsi observer les imbrications des différents espaces ou échelles plus ou moins proches de la frontière et ce jeu d'échelles qui se construit continuellement selon les circulations et l'usage des différentes ressources qu'offrent la mobilité et les frontières. Au moment de mon enquête le processus de renouvellement urbain à Jimbolia convoque avant tout l'échelle transnationale, néanmoins cette dernière est fortement articulée aux autres échelles, en l'occurrence ici au voisinage « éloigné », avec la Hongrie. Ce jeu d'échelle a été une dimension constante à travers l'histoire de la ville, de son fonctionnement et des pratiques de circulations. Si la frontière proche et le voisinage immédiat (avec la Serbie) ont joué historiquement un rôle important dans la migration vers l'Allemagne, les opérations de développement plus récentes s'appuient fortement sur cette échelle transnationale, articulée notamment au voisinage « éloigné ».

Conclusions

J'ai analysé ici les transformations d'un paysage frontalier d'une petite ville de frontière, dans un contexte d'ouverture des frontières après 1989 et de crise industrielle. Plusieurs mécanismes et processus qui participent à ces configurations frontalières ont été identifiés dans ce contexte : les pratiques de mobilité (pratiques de retour, de tourisme et de mobilité pour le travail) ; réseaux ethniques et interethniques ; les politiques de développement et de renouvellement urbain d'après la crise industrielle ; et, enfin, les processus mémoriels et de patrimonialisation liés tant au projet de développement urbain qu'aux recompositions des communautés ethniques à une échelle transfrontalière et transnationale.

Ces configurations ou paysages frontaliers sont des espaces-temps mouvants et dans ce sens ils ne peuvent pas être analysés seulement à partir d'une perspective spatiale, davantage adoptée dans l'étude des mobilités, transnationales et transfrontalières. Ces territoires de circulation – que ce soit dans le voisinage transfrontalier ou à l'échelle transnationale – se dessinent fortement en lien avec des réseaux de parenté, de langue et plus largement ethniques. Ces réseaux transgressent les frontières instaurés par les découpages des guerres et par les régimes communistes, frontières qui avaient introduit des ruptures importantes dans les pratiques de vie et de proximité. Ces liens et ces mobilités réactivent des processus de remémorations et produisent des post-mémoires au sein des réseaux transnationaux ou locaux et, inversement, ces processus mémoriels peuvent être eux-mêmes des moteurs des circulations. Nous avons observé ces phénomènes lors des pratiques de mobilité de Hongrie vers la Roumanie et inversement, une mobilité au sein de la « patrie » hongroise, mais aussi à travers les pratiques de retour et de tourisme mémoriel des émigrants germanophones et de leurs enfants. J'ai montré que, dans le contexte récent des projets de développement ou des mobilités pour le travail, certains récits mémoriels liés à des communautés ethniques sont partagés par d'autres populations et circulent au sein des réseaux pluriethniques locaux, transfrontaliers ou transnationaux. Nous avons observé le cas intéressant d'une production mémorielle concernant la dimension allemande de la ville, des mémoires relativement partagées par différentes populations vivant à Jimbolia ou pratiquant des retours ponctuels ici.

J'ai également montré que le niveau transnational (et plus précisément le territoire de circulation entre la Roumanie et l'Allemagne) active de nos jours des réseaux pluriethniques, alors que ces derniers ont fortement diminué voire disparu à l'échelle du voisinage transfrontalier (immédiat ou éloigné). Les nombreux réseaux interethniques au niveau transfrontalier fonctionnant avant 1989 comme une ressource importante dans la traversée de la frontière (réseau du type « chaque Roumain avait son Serbe ») ne semblent plus perdurer après l'ouverture des frontières. Une tentative de les réactiver est aujourd'hui perceptible dans les projets européens transfrontaliers. Cependant, ces « territoires de projets » (dans le sens d'espaces sociaux déployés à partir de ces projets) sont restreints à un nombre réduit de participants et ne dessinent pas l'ampleur des territoires de lien et d'expérience constitué avant 1989 dans les conditions de l'interdiction et du contrôle du passage de la frontière. L'échelle du voisinage transfrontalier (immédiat ou plus éloigné) continue toutefois à être investie dans les pratiques des individus ordinaires en fonction du contexte économique ou politique d'après 1989. Restant de nos jours une ressource ponctuelle dans des pratiques de consommation et de l'économie informelle, notamment au sein des ménages des plus précaires, la frontière est

désormais traversée aussi pour d'autres raisons, comme l'illustrent les nouvelles pratiques de tourisme et de loisir (notamment balnéaire), sortant du registre des mobilités ethniques.

Malgré toutes ces pratiques de la frontière, une discursivité portant sur celle-ci est relativement absente. D'une part, comme nous l'avons montré précédemment, le terme même de frontière (*frontieră, graniță*) est assez absent dans les récits des individus ordinaires. D'autre part, le terme est également peu utilisé par les acteurs institutionnels, lesquels agissent dans leurs actions de manière très locale et selon une logique nationale, et cela même lorsqu'ils utilisent explicitement les cadres européens des projets transfrontaliers. Dans un autre registre, cette frontière autrefois très meurtrière ne fait l'objet d'aucune politique mémorielle ou patrimoniale à Jimbolia. Cette politique tente d'écarter toute référence directe au communisme y compris à l'expérience industrielle de la ville, en faveur de la valorisation d'une dimension mémorielle allemande idéalisée et atemporelle.

Enfin, si les frontières sont rarement évoquées, nous pouvons nous demander si cela relève du fait qu'elles ne font plus obstacles aujourd'hui et qu'elles sont parfois « si flexibles jusqu'à leur absorption » (Vultur, 2011). Ou bien, au contraire, cela ne s'expliquerait-il par le fait que, malgré leur ouverture officielle, ces frontières restent parfois étanches coupant et éloignant encore des territoires et des populations ? Deux approches de la frontière sont habituellement présentes dans les études qui sont consacrées à ce phénomène, comme le montrent Bennafla et Peraldi (2008) : d'une part des études qui mettent l'accent sur les dispositifs de contrôle et d'étanchéité de la frontière, d'autre part, des approches selon lesquelles les frontières sont « davantage des lieux avant d'être des lignes », assurant des ponts et des continuités, là où le politique voudrait rupture et limite. Mais les deux dimensions sont présentes en même temps. L'étude de Jimbolia montre que, malgré l'ouverture officielle de ces frontières après 1989, ces anciens espaces autrefois interdits à la circulation font encore obstacle aujourd'hui aux liens et aux circulations, alors que dans d'autres cas ces frontières sont des simples repères administratifs fréquemment transgressées dans la pratique. Quelques facteurs importants observés à Jimbolia expliquent cette dynamique du rôle d'ouverture ou d'enfermement joué par les frontières : l'histoire de ces territoires avec leurs découpages territoriaux et leurs conséquences dans la vie des individus, l'histoire des réseaux de mobilité (réseaux ethniques et/ou liés principalement au travail) et, enfin, les politiques récentes de développement.

Le processus de développement urbain suivant l'effondrement des principales usines de Jimbolia est fortement lié à cette compétence historique de mobilité des habitants et au paysage frontalier qui dessine des territoires proches ou lointains de la frontière. Les politiques de patrimonialisation et mémorielles, ainsi que les fêtes urbaines, sont pensées elles aussi par

rapport à ces échelles différentes et en grande mesure à l'échelle la plus lointaine, transnationale.

Par sa traversée dans un contexte d'enfermement politique durant le régime communiste, la frontière a créé autour d'elle des espaces de résistance, d'économie informelle et des espaces sociaux tout court. Elle a opéré des liens entre des territoires plus ou moins lointains et nous pouvons ainsi dire qu'elle a eu un rôle de « commutateur spatial » (Lussault, 2007), qu'elle garde aussi après 1989. C'est finalement cet espace social extensible qui se tisse autour de l'usage et de la traversée de cette frontière, selon une logique pragmatique et dans une dimension historique, qui mérite l'intérêt dans une socio-anthropologie de la frontière. Et la question du terrain frontalier se pose aussi sur un plan méthodologique et épistémologique. Le terrain frontalier se réduit-il à un terrain mené de chaque côté de la frontière, comme nous sommes tentés à le penser ?

L'exemple étudié ici nous amène à le considérer plutôt comme un territoire extensible, parfois plus lointain que le simple espace entourant la frontière, le « transfrontalier », ou parfois ignorant même ce dernier (Botea, 2016). Un terrain multi-sites frontalier ne peut pas être pensé à partir des sites définis selon une conception essentialiste et statique du local (même si le local est dans le cas présent le transfrontalier), ni des sites considérés *a priori*, forcément localisés dans la proximité immédiate de la frontière. Ces lieux de terrain se dessinent plutôt selon l'expérience des individus se mouvant au sein des territoires flexibles articulés par des réseaux sociaux de circulation et de traversée de la frontière. Ces terrains n'échappent pas à une contextualisation historique et à une analyse dynamique en tant que terrains multi-sites (Marcus, 1995, Cefai, 2010), les sites analysés pouvant changer selon le contexte politique, économique, etc. au moment de l'enquête. Le terrain de recherche de Jimbolia montre un exemple de configuration frontalière complexe où deux frontières peuvent être utilisées de manière dynamique, la frontière la plus proche n'étant pas toujours la plus investie, mais fonctionnant historiquement comme un commutateur avec des territoires plus lointains. Cette circulation à distance a été fondatrice de la ville au XVIIIe siècle, par l'arrivée des populations germaniques. Aujourd'hui, cette échelle transnationale continue à jouer un rôle central dans les stratégies de vie de nombreuses familles vivant à Jimbolia ou rattachées d'une manière ou d'une autre à cette ville et dans la politique de relance urbaine après la crise industrielle.

Bibliographie

- ANTOHI, Sorin, « Romania and the Balkans. From geocultural bovarism to ethnic ontology », *Transit-Europaeische Revue*, 21, Institut für die Wissenschaften vom Menschen, 2002.
- BAKIC-HAYDEN, Milica, « Nesting Orientalisms : the case of former Yugoslavia », *Slavic Review*, 54 (4), pp. 917-931, 1995.
- BAKIC-HAYDEN, Milica et Robert M. HAYDEN, « Orientalist Variations on the Theme “Balkans”: Symbolic Geographies in Yugoslav Cultural Politics », in *Slavic Review* 51, pp. 1-15, 1992.
- BECHEL Delphine Bechtel et JURGENSON Luba (dir.), *Le tourisme mémoriel en Europe centrale et orientale*, Paris, Éditions Petra, 2013.
- BENNAFLA, Karine, PERALDI Michel, « Introduction. Frontières et logiques de passage : l’ordinaire des transgressions », *Cultures et conflits*, 72, 2008.
- BOTEA, Bianca, *Territoires en partage. Politiques du passé et expériences de cohabitation en Transylvanie*, Paris, Petra, Coll. Usages de la mémoire, 2013a.
- BOTEA, Bianca, « Espace-frontière », *Anthropen. Le Dictionnaire francophone d’anthropologie ancré dans le contemporain*, 2016 (en ligne).
- BUCUR, Maria, *Heroes and Victims: Remembering War in Twentieth-Century Romania*, Indiana University Press, 2009.
- CAPELLE-POGACEAN, Antonela (dir.), numéro thématique « Voyages des racines », *Critique internationale*, 57, 2010.
- FESCHET Valérie, ISNART Cyril (sous la dir. de), *Ethnologie française*, « Pays perdus, pays imaginés », vol. 43, n° 1, 2013.
- FOURCADE Marie-Blanche Fourcade, ARCHAUMBAULT Yves (sous la dir. de), *Teoros*, « Tourisme des racines. Tourisme autochtone », vol. 29, n° 1, 2010.
- CEFAI, Daniel (dir.), *L’engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l’EHESS, 2010.
- CHELCEA, Liviu, LATEA, Puiu, *Romania profunda in comunism* [La Roumanie profonde durant le communisme], Editura Nemira, Bucuresti, 2000.
- DE SARDAN, Olivier J.-P. *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 1995.
- DIMINESCU, Dana, LAGRAVE, Rose-Marie, « Pour une anthropologie des migrations roumaines en France. Le cas du Pays d’Oas », *Migrations Etudes*, 91, novembre-décembre 1999.
- HIRSCH, M., *Family Frames : Photography, Narrative, Postmemory*, Harvard University Press, 1997.

- LOSONCZY, Anne-Marie, ZÉMPLENI, András, « Anthropologie de la “patrie” : le patriotisme hongrois », *Terrain*, 17, pp. 29-38, 1991.
- LOSONCZY, Anne Marie, « Le refus de l'exil. Migrations, autochtonie et patriotisme entre la Hongrie et la Transylvanie », in GIORDANO, Christian, ROLSHOVEN, Johanna (éd.), *Ethnologie européenne. Ethnologie de l'Europe*, Fribourg, Éditions Universitaires, pp. 111-122, 1999.
- LUSSAULT, Michel, *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*. Paris : Editions du Seuil, 2007.
- MARCUS, George E., « Ethnography In/Of the World System : The Emergence of Multisited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, 24 : 95-117, 1995.
- NAGY Raluca, « Stratégies de vie sur une frontière. Le cas du Maramures : enjeux et valorisations identitaires », *Cultures & Conflits*, 72, pp. 45-55, 2008.
- NEOFOTISTOS, Vasiliki P., « “The Balkans’ Other within” : Imaginings of the West in the Republic of Macedonia », *History and Anthropology*, 19 (1), pp. 17-36, 2008.
- PELCKMANS Lotte, « Moving Memories of Slavery among West African Migrants in Urban Contexts (Bamako, Paris) », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 29, n° 1, 2013.
- RAUTENBERG, Michel, *La rupture patrimoniale*, A la Croisée, 2003.
- SCIOLDO-ZURCHER Yann et HILLY Marie-Antoinette (sous la dir. de), *Revue européenne des migrations internationales*, « Migrations de retour et de rapatriement », n° 3, 2013.
- STEINER Johann, MAGHETI Doina, *Mormintele tac. Relatari de la cea mai sangeroasa frontiera a Europei [Les tombes se taisent. Histoires racontées sur la plus sanglante frontière d'Europe]*, Editura Polirom, 2009.
- TARRIUS, Alain, « Le lien social fort comme préalable à la réussite économique », *Journal des Anthropologues*, 84, 2001.
- « Tourisme des racines », *Téoros*, vol. 29, n°1, 2010.
- TRÉMON Anne Christine, BUSSET Michaël, MAYOR Grégoire (sous la dir. de), *Ethnographiques.org*, « Revenir. Quêtes, enquêtes et retrouvailles », n° 37, 2019.
- TURDA, Marius, « Transylvania Revisited : Public Discourse and Historical Representation in Contemporary Romania » in Balazs Trencsenyi, Dragos Petrescu, Cristina Pestrescu, Constantin Iordachi, Zoltan Kantor (coord.), *Nation-Buiding and Contested Identities. Romanian and Hungarian Case Studies*. Budapest : Regio Books. Iasi : Editura Polirom, 2001.

VULTUR, Smaranda, « Die Flexibilität der Grenze und die Rekonstruktion von Identitäten am Beispiel des Banats (Rumänien) » in HELLER, Wilfried (Hg) *Identitäten und Imaginationen der Bevölkerung in Grenzräumen*, Lit. Verlag Dr. W. Hopf Berlin 2011, pp.183- 195. (version en roumain) VULTUR, Smaranda, « Flexibilitatea frontierelor si reconstructia identitara : studiu de caz Banatul », in *Colloquium politicum*, 2, 2011, 71-81.

VULTUR, Smaranda (sous la dir. de), *Germanii din Banat prin povestirile lor*, Bucuresti : Paideia, 2000.

ZEMPLÉNI, Andras, « Les manques de la nation. Sur quelques propriétés de la “patrie” et de la nation en Hongrie contemporaine », in Fabre D. (sous la dir. de), *L'Europe entre cultures et nations*, Paris, Maison des sciences de l'homme, pp. 121-155, 1996.